

Bulletin d'histoire politique

Éric Bédard, Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire, Sillery, Septentrion, 1998, 204 p.

Bruno Bouchard

B
H
P

Volume 7, numéro 1, automne 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060310ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060310ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bouchard, B. (1998). Compte rendu de [Éric Bédard, Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire, Sillery, Septentrion, 1998, 204 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 201–203.
<https://doi.org/10.7202/1060310ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ressortir les facteurs internationaux dans la conjoncture actuelle («mondialisation»), facteurs qui joueraient en défaveur des syndicats. Or, aucune communication ne portait de près ou de loin sur les rapports internationaux de la CTCC-CSN ni sur la place qu'occupaient, sur l'échiquier syndical mondial, les syndicats chrétiens de la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), devenue plus tard la Confédération mondiale du travail (CMT). Faut-il rappeler que dès ses premières armes, le mouvement syndical fut un mouvement international? Que la fondation même de la CTCC s'inscrivait dans un courant international dont le centre nerveux était l'Église catholique romaine et le programme politique le corporatisme social? Que dans la foulée de ce courant furent organisées plusieurs centrales syndicales nationales liées entre elles plus ou moins formellement par leur origine et leur programme? Que, dès les débuts de l'Organisation internationale du travail (OIT), l'ensemble des centrales syndicales internationales s'y intégrèrent dans un esprit de partenariat et que la CISC n'y fut admise que très tard? La revendication actuelle des syndicats concernant la fameuse «clause sociale» à intégrer dans les traités internationaux n'est mentionnée qu'une fois, sans analyse, dans le texte de Pierre Paquette (p. 248). Or, cette «clause sociale» est contestée par ceux qui en voient les lacunes manifestes et qui proposent plutôt une «charte sociale». Bref, un ensemble de questions liées justement à la «mondialisation» du mouvement syndical.

Dans l'avant-propos de leur ouvrage, Yves Bélanger et Robert Comeau affirment que la CSN «a été scrutée sous toutes ses coutures». La lecture des textes fait apparaître qu'on a oublié une des plus importantes au moment où de plus en plus de voix appellent à un développement plus intensif d'une solidarité syndicale internationale effective. C'est donc un débat où il manque des éléments importants que cet ouvrage nous offre. Il faut espérer qu'il ne représente que l'amorce d'une plus grande ouverture.

Laurent Bilodeau
historien et syndicaliste

**Éric Bédard, *Chronique d'une insurrection appréhendée.*
La crise d'Octobre et le milieu universitaire, Sillery,
*Septentrion, 1998, 204 p.***

Cet ouvrage cherche à comprendre pourquoi, lors de la crise d'Octobre, la classe politique de l'époque percevait les campus universitaires de Montréal comme de véritables poudrières susceptibles d'exploser à la

moindre étincelle révolutionnaire. Le jeune historien de l'Université de Montréal, Éric Bédard, tient à démontrer que les gouvernements de Pierre Trudeau et de Robert Bourassa ont fait preuve d'un délire paranoïaque injustifié à l'égard de la clientèle estudiantine québécoise, qui malgré une certaine sympathie envers le mouvement felquiste, était peu favorable à un soulèvement politique de grande envergure.

Pour étayer son hypothèse, Éric Bédard cite l'ex-secrétaire d'État de l'époque, Gérard Pelletier: «L'une des craintes les plus aiguës que j'ai éprouvée durant cette période de la crise fut qu'un groupe d'étudiants extrémistes croyant le grand soir arrivé, ne descende dans la rue et ne provoque des désordres qui, avec la police et l'armée sur les dents, auraient pu se terminer en fusillade. J'ai peut-être cédé à une tendance au catastrophisme; pourtant, ce scénario s'est déjà déroulé trop souvent pour qu'il ne soit nécessaire de faire la preuve de sa plausibilité».

L'étude d'Éric Bédard, qui porte principalement sur l'analyse des journaux étudiants de l'époque publiés sur les quatre campus universitaires de McGill, Sir George Williams, Montréal et l'UQAM, se divise en deux parties: une première qui démontre bien le courant de sympathie des étudiants à l'égard du mouvement felquiste à la suite des enlèvements successifs du délégué britannique James Richard Cross et du vice-premier ministre du Québec, Pierre Laporte. Et, une deuxième partie qui montre que, malgré la virulente condamnation de la controversée Loi des mesures de guerre adoptée par le gouvernement Trudeau, le 16 octobre 1970, une majorité d'étudiants «entrent dans le rang» en raison d'une psychose provoquée par des arrestations en pleine nuit, de la présence de l'armée dans les rues et de la portée de l'article 6 qui rend coupable un propriétaire ou un locataire qui permet la tenue d'une réunion qui préconise ou encourage des actes illégaux.

Éric Bédard démontre bien que les étudiants universitaires étaient mal organisés et formaient des groupes beaucoup trop hétérogènes pour représenter une «masse révolutionnaire explosive». En ce qui concerne la délicate question de l'infiltration policière sur les campus universitaires, elle est malheureusement abordée de façon trop sommaire. L'auteur ne mentionne que quelques brèves informations sur le rôle joué, entre autres, par une ex-étudiante en histoire, Carole de Vault, qui a incité deux membres de la cellule Viger à commettre un vol à la compagnie Caloil, et par François Séguin, qui deviendra, en 1972, un délateur pour la police. Il aurait été sans doute intéressant d'approfondir ce sujet!

Enfin, l'auteur termine son travail de recherche sur les travaux d'une commission d'enquête mise sur pied par le gouvernement Bourassa au lendemain de la crise d'Octobre afin de savoir si certains professeurs n'étaient pas responsables de l'endoctrinement des étudiants. Le ministre de l'Éducation,

Guy Saint-Pierre, ne se gêne pas pour blâmer sévèrement le corps professoral pour avoir, entre autres, permis la discussion en classe du Manifeste felquiste. Cette commission d'enquête sur la propagande dans les écoles, qui sera très contestée par les groupes de pression, ne donnera que peu d'informations pertinentes.

Mentionnons, en terminant, que malgré la pertinence de ce travail de recherche, on peut déplorer quelques petites erreurs d'identification dans le nom de certains partis politiques et dans la chronologie des événements qui auraient certes mérité une meilleure révision des textes. Ainsi le RIN n'est pas le Regroupement mais le «Rassemblement pour l'indépendance nationale» (p. 13).

Bruno Bouchard,
historien

**Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*,
Dijon-Quetigny, Le Seuil, 1997, 110 p.**

À la tête d'un réseau de chercheurs et plus récemment d'une maison d'édition (Liber-Raisons d'agir), le sociologue français Pierre Bourdieu s'est maintenant donné comme mission «de détruire la frontière entre le travail scientifique et militantisme», de «réhabiliter la polémique» et d'intervenir sur des problèmes politiques et sociaux d'actualité par des ouvrages denses qui devraient former peu à peu, selon l'argumentaire de la collection, «une sorte d'encyclopédie populaire internationale».

À son avis, le principe de neutralité de l'objectivité du chercheur scientifique et de la conviction subjective du militant est désormais caduc. Il propose plutôt d'amalgamer l'engagement sartrien et la conception foulcadienne de l'intellectuel spécifique qui accoucherait d'un nouveau «militantisme scientifique». Son objectif consiste à «diffuser le savoir indispensable à la réflexion et à l'action politique dans une démocratie». Ses principales cibles sont les effets pervers du néo-libéralisme et la complicité incestueuse des médias d'information unis plus que jamais à l'establishment financier et politique.

L'ouvrage d'Halimi, paru dans cette nouvelle collection, a connu depuis le mois de novembre 1997 un succès inattendu en France. Vendu au prix modique de seulement 30 francs (7 dollars), ce petit essai vitriolique d'un journaliste du *Monde diplomatique* Serge Halimi s'est déjà écoulé à plus de 200 000 exemplaires, soit douze réimpressions successives! Depuis ce temps, l'ouvrage est rapidement devenu un best-seller dans l'hexagone. Mais